

## **Section Thématique 13 : « Banaliser » un objet sociohistorique : les gauches alternatives dans les années 1968, et leurs devenir**

**Amandine Martor, Clersé, Université Lille I**

**amandine.martor@gmail.com**

**Tristan Haute, Ceraps, Université Lille II**

**Tristan.haute@orange.fr**

### **L'IMPLICATION DES « GAUCHES ALTERNATIVES » : RETOUR SUR LA MOBILISATION AUTOUR DU PROJET DE RÉHABILITATION DU QUARTIER DE L'ALMA-GARE À ROUBAIX (NORD)**

Lutte emblématique des années soixante-dix, faisant à la fois référence dans le champ des luttes urbaines et dans l'histoire des pratiques de démocratie locale (David, Duriez, Lefebvre, Voix, 2006), le conflit du quartier de l'Alma-Gare à Roubaix a déjà fait couler beaucoup d'encre. Pourtant, nous voudrions discuter, dans le cadre de cette communication<sup>1</sup>, une question qui nous semble moins abordée dans la littérature scientifique existante ; celle de l'implication dans cette mobilisation des « gauches alternatives » locales et des « effets sociobiographiques » de cet engagement pour les militants concernés. Autrement dit, il s'agit de se demander dans quelle mesure « l'engagement génère ou modifie des dispositions à agir, penser, percevoir – et se percevoir – en continuité ou en rupture avec les produits de socialisations antérieures. » (Leclercq, Pagis, 2011, p.5).

En nous appuyant sur une recherche collective en cours, nous proposons ici de montrer que l'intégration des militants des « gauches alternatives », en particulier de membres de la Gauche Prolétarienne fait, en réalité, figure d'exception. En effet, le conflit de l'Alma-Gare concerne avant tout une lutte contre un projet de réhabilitation qui mobilise prioritairement des militants issus du mouvement ouvrier chrétien. A première vue, cette mobilisation semble donc à la fois se distancier des luttes dans lesquelles s'insèrent traditionnellement les maoïstes, et des pratiques militantes qui les singularisent. De fait, les militants des « gauches alternatives » s'engagent majoritairement dans les conflits autour du travail. Comment donc comprendre qu'ils se soient intégrés dans une lutte dont l'enjeu initial est la destruction des courées du quartier ? Quelles ont été les incidences de cet engagement sur les trajectoires biographiques des ces militants ? Pour répondre à ces questions, nous voudrions soutenir, en nous inspirant des thèses de Xavier Vigna et Michelle Zancarini-Fournel, l'hypothèse d'une « rencontre improbable entre acteurs sociaux habituellement séparés dans leurs espaces de vie et de travail. » (Vigna, Zancarini-Fournel, 2009, p.163). Il nous semble, en effet, que si l'implication des gauches alternatives est rendue possible, c'est qu'une « convergence, dans l'action » (Vigna, Zancarini-Fournel, 2009, p.166) – liée à un certain nombre de facteurs qu'il va s'agir ici de dégager – s'opère, précisément dans un contexte post-1968 qui autorise la « jonction » entre des catégories sociales traditionnellement peu habituées à militer ensemble.

---

<sup>1</sup> Notre communication s'inscrit dans le cadre d'une recherche collective que nous avons tous deux intégrés en septembre 2014, à côté de nos travaux de thèse. Dans le cadre de son doctorat, Amandine Martor travaille sur la politisation des classes populaires en milieu rural. Tristan Haute, de son côté, travaille sur la démocratie sociale en entreprise, en particulier sur les comportements électoraux des salariés aux élections professionnelles.

Pour prendre la mesure de cette « jonction improbable » et de ses conséquences biographiques, nous reviendrons d'abord sur l'histoire de cette lutte et sur les acteurs qu'elle mobilise. Nous discuterons ensuite la manière dont ces militants, aux horizons sociaux et politiques *a priori* divergents, ont su mettre en commun leurs pratiques et ainsi aboutir à des formes nouvelles de politisation de la lutte. Enfin, nous aborderons la question de l'incidence biographique de l'engagement, s'agissant des militants des « gauches alternatives » engagés à l'Alma-Gare.

#### Encadré 1 : L'enquête « SOMBRERO »

Cette communication s'appuie sur le travail réalisé par l'ensemble de l'équipe lilloise de l'ANR SOMBRERO (SOciologie du Militantisme, Biographies, Réseaux, Organisations). Menée depuis près de trois ans, l'ANR SOMBRERO est un projet de recherche en sciences politiques et en sociologie qui s'intéresse aux conséquences biographiques de l'engagement dans cinq villes françaises (Lille, Lyon, Marseille, Nantes et Rennes). Plus particulièrement, l'enquête se concentre sur les années 1968 et sur trois familles militantes : les syndicalistes, les féministes et les « gauches alternatives ».

Cette recherche, qui s'appuie sur la conjugaison de différentes méthodes d'enquête, a d'abord consisté en un travail de dépouillement d'archives et de réalisation d'entretiens exploratoires afin, d'une part, d'identifier les individus ayant été politiquement actifs dans les années 1970 et, d'autre part, de réaliser une cartographie des zones d'engagement locales. La deuxième phase d'enquête actuelle comprend la réalisation de 75 récits de vie par ville, à l'aide de calendriers de vie, auprès de certains des ex-militants identifiés.

Dans le cadre de cette communication, nous nous concentrons donc sur les seuls militants des « gauches alternatives » de notre échantillon initial qui ont participé à la lutte de l'Alma-Gare. Nous avons ainsi identifié 10 personnes investies dans la lutte de l'Alma-Gare et appartenant aux gauches alternatives (hors PSU), dont huit sont identifiées comme militants ou sympathisants de la Gauche Prolétarienne. Des entretiens exploratoires et des récits de vie ont été réalisés avec certains d'entre eux. Nous nous appuyons également sur les données d'archives dont nous disposons ainsi que sur la foisonnante littérature existante sur l'histoire de ce conflit. Les éléments présentés dans cette communication rendent ainsi compte d'un travail en cours dont nous présentons les premiers résultats.

L'ensemble des noms et prénoms de nos enquêtés ont été anonymisés, si ce n'est ceux de Marie-Agnès et Roger Leman, que nous n'avons pas directement rencontré et dont les paroles que nous rapportons sont issus d'échanges publics disponibles sur internet.

## Encadré 2 : Les courées



Source : Médiathèque de Roubaix

Les courées représentent un type d'habitat ouvrier typique du Nord, construit au 19<sup>ème</sup> siècle par les patrons d'usine au moment de l'expansion industrielle. Il s'agit de deux rangées de maisons qui se font face, construites dans une ruelle dont l'accès est rendu possible par un passage étroit. Ces petites maisons en briques, à un étage, se situent à côté des usines du quartier. Elles ont pour autre particularité de n'avoir qu'un seul accès à un point d'eau et à un toilette, situé au fond de la courée. Tel que le souligne Thibault Tellier, la courée constitue « un lieu de socialisation par excellence, où les formes de solidarité sont multiples et d'usage courant, et la convivialité, un mode de rapport social traditionnel. » (Tellier, 2005, p.697-698)



Source : Médiathèque de Roubaix

## **1. RETOUR SUR L'HISTOIRE DE LA LUTTE ET SES ACTEURS**

### ***1.1 Bref retour sur l'histoire de la lutte***

Le conflit intervient donc dans le quartier de l'Alma-Gare à Roubaix, à un moment où la ville connaît un profond déclin. Berceau de l'industrie lainière, la ville est, en effet, confrontée à une profonde crise industrielle. C'est dans ce contexte que la municipalité socialiste décide de s'engager dans la résolution des nombreuses problématiques urbaines de la ville. En 1966, la décision est ainsi prise en conseil municipal de détruire les courées du quartier de l'Alma-Gare. Rapidement, les habitants du quartier, accompagnés de l'Association Populaire des Familles (APF) vont s'insurger contre cette décision, dénonçant la « rénovation bulldozer ». Comme l'appuie Thibault Tellier, « la nécessité de faire disparaître l'habitat traditionnel au motif qu'il constitue un ensemble d'ilots insalubres incompatibles avec le progrès et la modernité ne convainc pas. En d'autres termes, améliorer l'habitat existant, oui. Le faire disparaître, les habitants s'y refusent. » (Tellier, 2005, p.698). C'est ainsi que débute une longue lutte qui va durer quasiment quinze ans et qui va opposer trois types d'acteurs : d'un côté la municipalité et les instances techniques – l'ORSUCOMN (Organisation Régionale pour la Suppression des Courées de la Métropole Nord), dépendante du CIL (Comité Interprofessionnel du Logement), chargée de l'acquisition et de la destruction des courées et la SAEN (Société d'Aménagement et d'Équipement du Nord) chargée de l'aménagement des sols – et, de l'autre les habitants et les militants.

Cette mobilisation connaîtra ainsi deux phases majeures<sup>2</sup>. La première, défensive, correspond à la mise en place des premières actions : manifestations, blocage des loyers, réunions publiques, squat de maison, etc. Il s'agit ici d'un moment décisif – pour l'Association Populaire des Familles – de publicisation de la lutte. De fait, « c'est pendant ces années que les habitants paraissent prendre conscience du caractère collectif du problème du logement, appelant une réponse tout aussi collective » (Cossart, Talpin, à paraître). La seconde phase, « gestionnaire » correspond, à partir de 1973, à la période de création de l'Atelier Populaire d'Urbanisme, conçu comme une interface entre les différents acteurs du conflit. Dans ce cadre, les militants de l'APU obtiennent un contrat pour une assistance technique : il s'agit alors d'une équipe rassemblant quatre architectes, un juriste et deux sociologues qui sont chargés d'aider les habitants à construire « une carte-affiche », soit une contre-proposition au schéma directeur de quartier initialement proposé par la municipalité. C'est ainsi que militants et habitants sortiront vainqueurs de cette lutte : le 2 juillet 1977, la proposition des habitants est validée par le conseil municipal.

### ***1.2 Les acteurs de la lutte***

Comme nous venons de le voir, au cœur de l'histoire du conflit de l'Alma-Gare, quatre grands types d'acteurs sont à dénombrer : la municipalité socialiste, les techniciens, les habitants et, enfin, les figures de la contestation du projet de réhabilitation. Ce sont ces derniers qui nous intéressent plus particulièrement. De fait, parmi ces multiples figures se trouvent, en premier lieu, ceux qui émanent du monde associatif et syndical et qui vont être les premiers à s'insérer dans un mouvement de résistance face au projet municipal de démolition des courées. Il s'agit ainsi de l'Association Populaire des Familles (APF) – qui devient en 1976 la Confédération Syndicale du Cadre de Vie – et de l'emblématique Atelier Populaire d'Urbanisme (APU). En second lieu, des militants venant de différents horizons

---

<sup>2</sup> Nous reviendrons plus en détail sur les modalités d'action des militants dans la prochaine partie.

politiques vont s'investir dans la lutte. Et dans ce cadre, comme le souligne Hélène Hatzfeld, plusieurs courants idéologiques vont se rencontrer : « un courant affilié aux Associations populaires des familles [...], organisation d'origine chrétienne qui prend progressivement pour champ d'action le cadre de vie ; un courant d'origine spontan  iste représenté par quelques individualités ; un courant plus distinct, inspiré par les idées autogestionnaires ou écologistes » (Hatzfeld, 1986, p.377). Tel que le souligne également Thibault Tellier, la lutte de l'Alma-Gare se compose d'un « petit noyau de militants rompus aux luttes sociales » :    la fois ceux qui viennent du syndicalisme chrétien et de l'Association Populaire des Familles mais également des militants d'extrême gauche, maoistes essentiellement. Parmi les autres soutiens, plus ou moins actifs et visibles dans la lutte, se trouvent la CFDT et le PSU. Notons ainsi que nombre de femmes de militants CFDT sont actives à l'APF puis à la CSCV, consacrant une certaine division genr  e du travail militant.

A l'inverse, certaines forces politiques se distinguent par leur absence : les partis politiques, en particulier le PCF qui, se sentant davantage dans un rapport de concurrence, « se méfie par ailleurs du caractère gauchiste de certaines actions APF auxquelles participent parfois certaines organisations politiques d'extrême gauche et du caractère chrétien de l'action de l'APF en général. » (Cossart, Talpin,    paraître). Y compris au sein de l'extrême-gauche, certains décident de ne pas s'investir : c'est le cas de la LCR qui concentre son action sur les entreprises, notamment La Redoute, et sur la jeunesse scolarisée lilloise<sup>3</sup>.

### ***1.2.1 Les protagonistes : l'Association Populaire des Familles et le couple Leman***

Aux prémices et au cœur de la lutte de l'Alma-Gare se trouve le couple Leman. Originaires du Nord, Marie-Agnès et Roger Leman arrivent à Roubaix en 1962, pour des raisons professionnelles : alors que Roger Leman travaillait à Melun depuis trois ans, on lui demande de venir ouvrir un club de prévention à Roubaix, ce qu'il accepte.

« Nous voilà atterris à l'Alma en 62. On a une petite file de deux ans, on arrive à l'Alma, je pensais que je n'allais jamais rester. Parce qu'on tombe dans un quartier, déjà mal logés, les cour  es, la misère autour de nous, je pensais qu'on allait pas rester, et puis en fait on y est resté 30 ans. »

**Marie-Agnès Leman, militante à l'APF et à l'APU**  
**  changes lors du séminaire « Faire participer les habitants : entre dispositifs et pratiques,**  
**Tours, 06.02.2014 »**

De fait, le couple Leman va même s'instituer en « entrepreneurs de mobilisation ». Tous deux sont passés par un mouvement de jeunesse, la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), qui va structurer leur rapport au champ politique et contestataire. Ils sont, en effet, conscientisés à la question de la lutte des classes et y apprennent également l'importance de faire participer, de rendre les habitants « acteurs de leur vie quotidienne ». Pour autant, les Leman, qui continuent leur engagement au sein de l'Action Catholique Ouvrière (ACO), se considèrent comme des autodidactes – Roger Leman rappelant notamment qu'il n'est pas allé à l'université et qu'il a commencé à travailler à 18 ans. De même, ils refusent toute étiquette politique.

« Nous on est issus de la JOC [...] et quand on est arrivé à l'Alma, c'est certainement ça qui nous a incité à rassembler les gens, à créer des comités dans les cour  es. Et on avait un embl  me à l'Alma : on agit, on réfléchit, on construit. C'était un peu les trois principes de l'Alma et

---

<sup>3</sup> Il s'agit là de la logique des « périphéries » : conquérir les étudiants et les enseignants pour ensuite conquérir la classe ouvrière toute entière. Voir Isabelle Sommier, op. cit., p. 299

pendant toute la durée de l'action de l'Alma qui va durer une bonne quinzaine d'année, ça va toujours être ça qui va nous guider. »

**Marie-Agnès Leman, militante à l'APF et à l'APU**  
**Échanges lors du séminaire « Faire participer les habitants : entre dispositifs et pratiques,**  
**Tours, 06.02.2014 »**

Rapidement, les Leman vont s'engager à l'Association Populaire des Familles (APF) de Roubaix. L'APF apparaît à Roubaix en 1952 et Marie-Agnès Leman en devient l'une des membres dirigeantes. Proche de la JOC, de tradition ouvrière et catholique, l'action de l'APF porte prioritairement sur « la sphère de la reproduction, dont le logement était un élément important » (Miller, 2002, p.81). « L'APF est [ainsi] au quartier ce que le syndicat est à l'entreprise. » (AIR, 1969, p.6). Pendant les événements de mai-juin 1968, l'association montre ainsi son soutien aux ouvriers en grève. A ce moment, l'APF roubaisienne est majoritairement composée de femmes, précisément, d'ailleurs, parce que ses actions se concentrent sur les problématiques socioéconomiques relatives à la vie domestique. En 1976, l'APF se transforme en syndicat et devient ainsi la Confédération Syndicale du Cadre de Vie (CSCV).

« On était à cette époque là adhérents à l'APF, association Populaire Familiale qui est un syndicat qui est crée après la guerre qui s'appelle maintenant la CSCV et comme on était marqués par le mal-logement on a tenté de faire des stages de formation pour le prix des loyers, pour la surface corrigée [...] donc nos premières années c'était pas grand-chose, c'était des actions sur le logement, calculer la surface corrigée, faire baisser les loyers, on a été au tribunal, on a gagné 200 procès. »

**Marie-Agnès Leman, militante à l'APF et à l'APU**  
**Échanges lors du séminaire « Faire participer les habitants : entre dispositifs et pratiques,**  
**Tours, 06.02.2014 »**

Dès 1966, les habitants du quartier apprennent la décision du conseil municipal de détruire les courées de l'Alma-Gare. Tel que le relate Marie-Agnès Leman, alors que les hommes allaient travailler dans les industries textiles de la ville, les femmes faisaient leur « petite révolution » : déjà s'organisaient des réunions et des comités d'habitants dans les courées. De fait, Marie-Agnès Leman, qui travaillait alors aux Trois Suisses, va quitter son emploi pour se consacrer, pendant près de quinze ans, à la lutte de l'Alma-Gare. Dès lors, l'APF et la CSCV vont jouer un rôle majeur dans l'avènement de la mobilisation, notamment en faisant émerger une prise de conscience collective des enjeux relatifs à la destruction des courées (Cossart, Talpin, à paraître). Ainsi l'APF, faisant référence à l'annonce du projet de réhabilitation du quartier écrit : « C'est un cri d'angoisse – une grande injustice qui demande des solutions urgentes. Si mai 1968 a vécu...nous écrivons mai 1969 » (AIR, 1969, p.6). Associés aux habitants, et à l'APF, le couple Leman fait ainsi figure de pilier et de moteur tout au long de la lutte de l'Alma-Gare. Mais s'ils veulent écrire mai 1969, ils ne tarderont pas à le faire seuls et seront précisément rejoint par d'anciens soixante-huitards.

### **1.2.2 Les acteurs « gauchistes »**

Initialement, les militants de la Gauche Prolétarienne (GP) étaient localisés à Lille. A la demande du siège parisien, ils arrivent en 1970 à Roubaix afin de se rapprocher du monde ouvrier, de s'établir et, par là même, de « conscientiser les masses populaires à la révolution. » A leur arrivée, il s'agit donc pour eux de se rendre dans les usines textiles, dans

les mines et de vendre le journal « La cause du peuple ». Rapidement, ils vont entendre parler du projet de destruction des courées ainsi que des actions engagées par l'APF et le couple Leman. C'est ainsi qu'ils cherchent alors à rejoindre la mobilisation.

« Donc on est allé voir, Jacques [Sergeant] et moi, ce qui s'appelait à l'époque les APF donc c'était Roger, Marie-Agnès Leman parce que justement on faisait pas trop gauchistes et qu'on pensait que c'était intéressant [...] de s'intégrer à la lutte, puisqu'à l'époque on parlait beaucoup de lutte hein, de luttes urbaines [...] Donc on est allé voir, ils nous avaient invité à manger chez eux [...]. On décide que c'est très bien, qu'il y ait une alliance comme ça entre les APF cathos, hein parce qu'à l'époque c'était quand même un mouvement proche des catholiques et Roger et Marie-Agnès l'étaient. [...] Et donc moi j'habitais à 5min [de l'Alma-Gare] et donc j'ai commencé à assister aux réunions avec Germain, c'est le papa de ma fille Germain [autre militant de la GP] et donc on a commencé à faire les réunions avec l'ORSUCOMN [et] le maire de Roubaix. »

**Françoise Boulanger, militante à l'Alma-Gare et à la régie technique, ancienne membre de la Gauche Prolétarienne**  
**Entretien réalisé à la Maison des Associations, Roubaix, le 28.05.15**

Nationalement, la GP encourage fortement à l'établissement de ses militants : il s'agit d'une « déviation par rapport à un type de socialisation » (Dressen, 2000) qui a pour but de propager les idées révolutionnaires parmi les « masses ». Les établis maoïstes recherchent à l'époque des « usines qui sautent » (Dressen, 2000, p. 209). Il y a une « grande attractivité des luttes des classes locales » (Dressen, 2000, p. 207). A Lille et Roubaix, la GP concentre ainsi ses activités autour des usines et, surtout, des Houillères – des mines de charbon situées en dans le bassin minier du Pas-de-Calais. De fait, les militants de la GP sont parties prenantes dans les tribunaux populaires des Houillères qui se succéderont entre 1970 et 1975 après chaque catastrophe minière. A l'inverse, et bien que « l'établissement dans la courée aille de pair avec l'établissement dans l'usine » (Dressen, 2000, p. 141), l'investissement de militants GP dans une « lutte urbaine » est bien plus rare. Pourtant, à Roubaix, six militants de la GP, au moins, seront particulièrement actifs dans le conflit de l'Alma-Gare parmi la quinzaine de sympathisants et de militants que comptent le groupe lillois, les autres étant souvent « établis » dans des entreprises roubaisiennes (La Redoute, Phildar, etc.). Aussi, dans la deuxième phase de la lutte, d'autres militants « gauchistes » vont prendre part à la mobilisation. C'est le cas d'Alain Frettez, militant à Révolution !, ou de Christophe Parquet, qui a participé à la revue « Les cahiers de mai » de 1969 à sa disparition en 1974, et qui s'engage dans les actions de l'APU.

La rencontre entre les militants de l'APF et les « gauchistes » est, de prime abord, compliquée. Pour Jeannine Delcroix, qui était, au moment du conflit, militante à l'Action Catholique Ouvrière (ACO), à la Gauche Ouvrière et Paysanne – une branche du PSU – et vice présidente de l'APF de Roubaix, l'intégration des militants maoïstes à la lutte est plutôt « mal vue » au départ. Selon elle, les Leman voient les maoïstes comme des individus « un peu farfelus » et « plus intellectuels », ce qui favorise une certaine méfiance envers ces derniers. Mais, toujours selon Jeannine Delcroix, ce qui permettra, leur acceptation au sein de la lutte, c'est la capacité des maoïstes à se montrer particulièrement « actifs ». De fait, c'est ce que relate Marie-Agnès Leman : la rencontre avec les militants de la GP s'opère peu de temps après que l'APF ait décidé l'occupation d'une maison vide :

« Le lendemain, qu'est-ce qu'on voit inscrit sur les murs ? On a raison d'occuper les maisons vides, signé les maos. Bah je dis, ils sont pas gonflés ! Nous on occupe les maisons, eux ils écrivent ! [...] Alors du coup, on a essayé de les rencontrer, on a dit bon...et du coup ces gens

ce sont alliés avec nous à l'Atelier Populaire d'Urbanisme [notamment]. C'était des jeunes, dynamiques, qui avaient pas du tout le même esprit que nous mais ils étaient volontaires, ils en revenaient pas qu'on avait réussi à rassembler des gens, ça leur semblait extraordinaire. [...] Du coup on a travaillé aussi avec les maos ! »

**Marie-Agnès Leman, militante à l'APF et à l'APU**  
**Échanges lors du séminaire « Faire participer les habitants : entre dispositifs et pratiques,**  
**Tours, 06.02.2014 »**

Encadré 3 : Rapide exposé des trajectoires des militants étudiés

- Jacques Sergeant : militant de la GP, ouvrier chez un petit drapier de Roubaix, d'origine ouvrière. Il a dirigé la régie technique de l'Alma-Gare et a participé à la fondation des Verts à Roubaix.
- Julien Sergeant : frère du précédent, sympathisant de la GP et ouvrier chez Phildar, où il était délégué syndical CFDT. Il a initié le « retour à la terre » collectif des militants GP roubaisiens en Lozère.
- Annabelle Sergeant : leader de la GP à Roubaix, établie à la CIMA (Compagnie Industrielle des Machineries Agricoles), d'origine noble et ayant suivie des études à la Sorbonne. Son vrai nom est Annabelle Acolion de la Tour. Elle se désengage à la fin des années 1970.
- Alain Frettez : militant de l'APU et de Révolution !, établi à La Redoute puis animateur social à l'Alma. Il dirige l'imprimerie de l'APU à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Il militera un temps chez les Verts. Il dirige une SCOP de communication publique et est investi dans l'économie sociale et solidaire.
- Christophe Parquet : militant de l'APU, issu d'une famille de petits fonctionnaires et d'origine ouvrière. Il a participé à la rédaction des Cahiers de Mai. Il a été adhérent à la CFDT et conseiller municipal Verts à Roubaix.
- Françoise Boulanger : militante de la GP, d'origine ouvrière, étudiante et surveillante. Elle deviendra enseignante en gestion. Elle sera un temps salariée à la Régie Technique de l'Alma. Elle a été adjointe au maire de Roubaix et est à l'origine de la fondation des Verts à Roubaix.
- Germain : membre de la GP issu d'une famille ouvrière et communiste, second compagnon de Françoise Boulanger.
- Éric : membre de la GP, diplômé de l'ESJ, établi chez Phildar, qui part au Portugal faire des reportages photos, premier compagnon de Françoise Boulanger.
- Louissette : membre ou sympathisante de la GP devenue présidente d'association à Roubaix. Pas d'information sur son possible engagement dans le conflit de l'Alma-Gare.
- Louis Demarcq : établi GP à la Redoute. Pas d'information sur son possible engagement dans le conflit de l'Alma-Gare.

**2. LES GAUCHES ALTERNATIVES AU SEIN DE LA LUTTE DE L'ALMA-GARE : RETOUR SUR LES CONDITIONS D'UNE « JONCTION IMPROBABLE »**

Il s'agit à présent de dégager les conditions qui ont permis la « jonction improbable » entre des militants de l'Association Populaire des Familles (APF), catholiques, ne revendiquant aucune appartenance politique, comme le couple Leman, et de jeunes militants « soixante-huitards », engagés dans des groupes gauchistes et notamment « maoïstes ». Selon nous, cette « jonction » s'explique – dans un premier temps, comme nous l'avons décrit plus haut – par une certaine continuité des pratiques militantes. Mais nous voudrions maintenant montrer que cela va favoriser la formalisation de nouvelles pratiques ainsi que la politisation de nouvelles



questions qui, en tant que tel, vont conforter les conditions d'une entente entre les différentes figures militantes du conflit.

### ***1.1 Une rencontre qui s'accélère par le recours progressif à des modalités d'action communes***

« Donc les APF ils avaient déjà une implantation avant qu'on arrive. Nous on arrivait, bon on était plus sur des modes, euh... Ils étaient revendicatifs mais ils avaient déjà tous leurs réseaux, leurs militants, c'était quand même quelque chose de structuré, nous on arrivait, on était gauchistes, je me souviens Marie-Agnès Leman, elle m'avait dit à l'époque, « oui vous vous êtes des étudiants, vous venez puis vous repartirez ! ». [J'ai été] adjointe au maire pendant 7 ans, là elle est adjointe au maire, je la croise régulièrement [alors] des fois je la taquine, je lui dis tu vois tu m'avais dit que je ne resterai pas mais je suis toujours là ! »

**Françoise Boulanger, militante à l'Alma-Gare et à la régie technique, ancienne membre de la Gauche Prolétarienne  
Entretien réalisé à la Maison des Associations, Roubaix, le 28.05.15**

Si l'Association Populaire des Familles (APF) est avant tout une association d'origine catholique et familiale, elle emprunte des pratiques collectives traditionnelles du mouvement ouvrier, telle que la manifestation de rue. Cela peut s'expliquer par les liens étroits que cette dernière entretient avec le syndicalisme – CFTC puis CFDT, notamment – et les organisations catholiques ouvrières – ACO et JOC – qui ont formé l'essentiel des militants de l'APF. Ainsi, le 8 novembre 1969, l'APF organise une manifestation à Roubaix pour exiger l'attribution de nouveaux crédits pour le logement. Le parcours de la manifestation passe au cœur de l'Alma<sup>4</sup>. En 1975, les militants mettent également en place une « marche de l'eau » jusqu'à la fontaine de l'hôtel de ville pour dénoncer les fuites et coupures d'eau multiples<sup>5</sup>. Il s'agit là d'actions massives dont l'objectif, outre la satisfaction des revendications liées à la lutte de l'Alma-Gare, est de populariser les enjeux relatifs au logement et au « cadre de vie ». Dans cette perspective, l'APF et l'APU ont accordé une place importante à la presse<sup>6</sup> en multipliant les actions « spectaculaires » : déploiement de banderoles, invasion du conseil municipal, etc. Si ces mobilisations rassemblent les habitants du quartier, elles sont donc également tournées vers l'extérieur. Mais l'APF s'attache aussi à développer des pratiques collectives au sein du quartier. Dès les années 1960, Marie-Agnès Leman instaure la pratique de la « machine à laver collective » qui consiste en la location d'une machine à laver par les habitants d'une ou plusieurs courées (Dussuet, Loiseau, 2003). L'organisation d'un service destiné à un collectif d'habitants, assuré par les habitants eux-mêmes, renforce les sociabilités, tout comme il favorise la cohésion à l'intérieur du quartier. De plus, alors qu'il permet l'élargissement du groupe d'habitants investis dans la lutte, il légitime l'action de l'APF ainsi que le statut « d'entrepreneurs de mobilisation » du couple Leman. En somme, ces pratiques permettent tout autant de construire un « acteur collectif » que de combattre les multiples tentatives d'individualisation des problèmes opérées par les divers agents du projet de réhabilitation (municipalité et techniciens).

---

<sup>4</sup> Déclaration en préfecture. Archives départementales du Nord. Référence archive AD 1008 W 6/11, 1969

<sup>5</sup> Les compteurs d'eau étaient collectifs. La multiplication des départs d'habitants et des fuites d'eau aboutissaient à l'accumulation de factures exorbitantes et impayées, ce qui entraînait des coupures d'eau pour l'ensemble des habitants.

<sup>6</sup> Christophe Parquet, qui a alors récemment rejoint les Cahiers de Mai, participera à cette manifestation et essaiera d'en faire un reportage pour le journal, en rencontrant notamment les Leman.

L'arrivée des « militants gauchistes », après les événements de mai 1968, ne modifie pas les pratiques collectives qui ont court à l'Alma-Gare. Plus encore, ces derniers les encouragent et y participent, sans en revendiquer la paternité. Ainsi, dès 1966, le couple Leman avait déjà envahi le Conseil Municipal de la ville et, en 1971, l'APF occupe le siège de l'ORSUCOMN. Les actions « spectaculaires », le recours à la manifestation de rue, le porte à porte mais aussi l'émergence d'une « participation par le bas » (Cossart, Talpin, à paraître) s'instaurent bien avant l'arrivée des militants « gauchistes » et se poursuivent après qu'ils aient intégré la lutte. En l'occurrence, les maoïstes se reconnaissent dans ces modalités d'actions « en direction du peuple » : ils les soutiennent puis y participent et incitent à ce qu'elles se multiplient.

« On faisait ces actions à l'initiative des APF, ça je le dis très clairement. »

**Françoise Boulanger, militante à l'Alma-Gare et à la régie technique, ancienne membre de la Gauche Prolétarienne**  
**Entretien réalisé à la Maison des Associations, Roubaix, le 28.05.15**

Mais les militants maoïstes vont également nourrir le conflit de modalités d'actions qui leur étaient propres et qui vont peu à peu devenir communes à l'ensemble des groupes militants : ils multiplient ainsi les collages sauvages d'affiches et les tags, que ce soit dans les usines ou dans les maisons occupées.

« Nous on est arrivé, [...] à tout casser on était cinq qui ven[aient] de Lille pour s'installer à Roubaix et finalement au mouvement on a apporté, à mon sens un peu de liberté intellectuelle, c'est-à-dire que les propositions, par exemple de faire des affiches sur les murs, tout ce qui était un peu en dehors des habitudes des APF venait de ce qu'il restait de l'extrême gauche »

**Françoise Boulanger, militante à l'Alma-Gare et à la régie technique, ancienne membre de la Gauche Prolétarienne**  
**Entretien réalisé à la Maison des Associations, Roubaix, le 28.05.15**

Néanmoins, nous ne retrouvons pas dans cette lutte, les pratiques violentes auxquelles ont pu avoir recours les militants de la Gauche Prolétarienne dans d'autres mobilisations sur le cadre de vie. Nous pensons notamment à la mobilisation relative à l'accès aux berges de l'Erdre à Nantes, mobilisation qui a connu le recours le plus considérable à des pratiques « violentes » par les maoïstes. Ainsi, alors que la loi prévoit l'accessibilité à tous aux bords de la rivière, celles-ci sont occupées par de grandes propriétés appartenant à la « bourgeoisie », et en particulier au « grand patronat » nantais. L'objectif, pour les militants maoïstes, est alors de dénoncer l'appropriation par la « bourgeoisie » d'un bien collectif. Très tôt, les militants de la GP s'investissent dans le large « Comité d'Accès aux Bords de l'Erdre ». Les clôtures brisées et les tags dans les grandes propriétés se propagent, et l'action des maoïstes culmine avec un « attentat raté » le 14 juillet 1970 : des sacs de pierre sont jetés du haut d'un pont sur le bateau de croisière « l'Armoric », ne faisant cependant aucune victime.

Ainsi, si à partir de mai 1968 le PSU « ne remet plus en cause l'usage de la violence » (Sommier, 2008, p.299), « le rapport à la violence fut l'élément de non-rencontre avec la GP » car l'usage de la violence physique « va à l'encontre de la tradition chrétienne et de la lecture libertaire » de 1968 (Buton, 2013, p.195). Dès lors, à Roubaix, tel que l'évoque Christophe Parquet, les membres de la GP se « refusent à la violence ». De fait, comme nous le disions déjà un peu plus haut, les militants de l'APF et de l'APU, le couple Leman en tête, se sont

toujours montrés réticents face à l'usage de pratiques illégales et violentes, considérées comme des facteurs possibles d'échec de la lutte.

« Il fallait ruser, sans arrêt il fallait ruser. [...] Sans quoi ça aurait été « catastrophique et plus personne n'aurait adhéré. »

**Roger Leman, militant à l'APF et à l'APU**  
**Échanges lors du séminaire « Faire participer les habitants : entre dispositifs et pratiques,**  
**Tours, 06.02.2014 »**

« Un journaliste du monde était venu disant : « A L'Alma, ils mènent toujours des actions bon-enfant. On savait très bien avec les pauvres qu'il y avait dans le quartier, le nombre d'immigrés que si on avait la police, c'était fichu. [...] On pouvait pas se permettre de faire « pan pan » [...] c'était toujours des actions pacifiques. »

**Marie-Agnès Leman, militante à l'APF et à l'APU**  
**Échanges lors du séminaire « Faire participer les habitants : entre dispositifs et pratiques,**  
**Tours, 06.02.2014 »**

L'un dans l'autre, la participation des maoïstes au conflit de l'Alma-Gare fait naître quelques débats entre les militants de la première heure et ces derniers, sur les manières d'organiser la contestation. De fait, des discussions vont notamment apparaître concernant les modalités de « participation » au conflit. Deux conceptions s'affrontent alors : les militants de l'APF privilégient la négociation avec les pouvoirs publics là où les militants maoïstes mettent l'accent sur l'aspect revendicatif de la lutte. Ce sont finalement les autorités municipales qui, contre leur gré, participeront à mettre fin à ces débats : la prolifération de « fausses concertations » et le refus persistant de prendre en compte l'avis des habitants, au début des années 1970, convainc l'ensemble des groupes militants à adopter un durcissement de leurs pratiques revendicatives.

Aussi, tel que le rapporte Christophe Parquet, militant de l'APU, un autre débat apparaît, relatif aux squats, dans une perspective où l'APF tend à s'opposer au recours à l'illégalité. La question est cependant posée, par les maoïstes, d'encourager l'occupation de logements vides. Un consensus est alors rapidement trouvé : les militants de l'APU n'aideront des opérations d'occupation que dans la mesure où elles concernent des familles du quartier. L'objectif est bien d'offrir de meilleures conditions de vie à des habitants dont la vétusté et l'insalubrité du logement sont devenues critiques, tout en pointant du doigt l'attentisme de la municipalité. Pour autant, cela n'empêche pas l'organisation de squats non organisée par les militants de l'APU : une communauté d'« objecteurs de conscience » se serait ainsi installée dans une courée du quartier, d'après ce que rapportent Paula Cossart et Julien Talpin. Or, de nombreux militants redoutent que le caractère « populaire » de la lutte ne soit remis en cause par l'arrivée d'individus extérieurs au quartier et aux origines sociales supérieures à celles des habitants de l'Alma-Gare. C'est que le caractère « populaire » de la lutte est un enjeu central selon Christophe Parquet :

« C'est une lutte très populaire. Même si il y a eu des jeux d'alliance. Il n'y a pas de miracle dans le militantisme. Même si il y a eu des jeux d'alliance avec des militants qui ne sont pas ouvriers. »

**Christophe Parquet, militant à l'APU et aux cahiers de mai**  
**Entretien réalisé dans un café, Roubaix, le 18.05.15**

L'enjeu est clair : tant pour asseoir la légitimité de la lutte que pour lui permettre d'aboutir, il faut que celle-ci soit prioritairement portée par les classes populaires qui habitent le quartier.

Cependant, comme nous l'avons évoqué plus haut, tour à tour les groupes militants vont tout de même s'accorder sur la nécessité de recourir à certaines pratiques illégales (l'occupation de l'ORSUCOMN, la réquisition de logements vides, etc.). En somme, malgré les débats suscités par l'arrivée de militants « gauchistes » dans la lutte, et malgré une certaine réserve, parfois, vis-à-vis de leurs modalités d'action, une tolérance, d'abord, puis une acceptation du PSU et de l'APF se manifeste. Plus encore, c'est dans le consensus et/ou dans le compromis vis-à-vis des pratiques collectives à adopter que la « jonction improbable » commence à s'opérer. Mais nous allons voir que cette mise en commun des pratiques favorise le développement et la prise en compte de questions et pratiques nouvelles, renforçant alors les conditions d'une rencontre entre des forces politiques évoluant habituellement dans des espaces militants distincts.

### ***1.2 Formalisation de nouvelles pratiques, politisation de nouvelles questions***

« On pensait vraiment qu'on allait pouvoir faire une économie de quartier, c'est-à-dire qu'on allait pouvoir créer de l'emploi, avoir euh, ce qui est devenu après des revendications, des budgets participatifs, donc là on était vraiment sur essayer de monter, de gérer un quartier, de le rendre autonome, au moins sur la gestion [...]. Il y avait une ambition, il y avait beaucoup de monde qui passait, l'atelier cuisine faisait des cours avec les enfants [de l'école] Elsa Triolet [...] Donc il y avait une vie très dynamique avec beaucoup d'échanges entre associations, entre l'imprimerie [...] il y avait cette avancée, on appelait ça un gardien mais c'était pas un gardien, un concierge [un habitant-permanent] un peu amélioré qui était chargé dans ses missions de faire la relation entre les parents, l'école, les enseignants. [...] Donc il y avait énormément de points de rencontre. Alors ce qui était intéressant, c'est que tout ce qui n'était pas technique était vraiment partagé par les gens [...] il y avait aussi bien les techniciens que les instits, que les parents...une vie qui était suffisamment conviviale. »

**Françoise Boulanger, militante à l'Alma-Gare et à la régie technique, ancienne membre de la Gauche Prolétarienne**  
**Entretien réalisé à la Maison des Associations, Roubaix, le 28.05.15**

La lutte urbaine de l'Alma-Gare, si « singulière » soit-elle (Lamarche-Vadel, Cotlenko, 1976), s'inscrit néanmoins, nous semble-t-il, dans la lignée des mobilisations ayant pour fond de revendications la lutte des classes. De fait, le conflit a la particularité d'opposer – au travers des techniciens en charge de la réhabilitation – les habitants et les militants au pouvoir patronal. En effet, l'ORSUCOMN et la SAEN, sont dépendants du CIL (Comité Interprofessionnel du Logement) et ainsi liés au Syndicat Patronal du Textile (SPT), syndicat soutenu par la municipalité socialiste. Ce contexte favorise la disposition des gauches alternatives à s'intégrer au conflit du quartier de l'Alma-Gare : la volonté de s'insurger contre le paternalisme patronal et le socialisme municipal (Lefebvre, 2001) est fortement présente. C'est d'ailleurs ce fort ancrage ouvrier qui attire initialement les maoïstes à Roubaix. Originaires de Lille, ils étaient chargés, selon les consignes du siège parisien, de s'établir dans les usines textiles de la ville.

« Au départ, on venait de Lille et on allait à Roubaix, il y a tout un groupe de Lille [...] qui ont dit, bah voilà, on va aller s'installer à Roubaix, il y a les usines textiles, on distribue des tracts, on prenait [les cars pour aller aux mines], avec Annabelle

[Sergeant] on montait à la lainière et puis on allait jusque dans les mines, on bavardait avec tous les étrangers [...], il y avait les cars des filles des mines [...], on vendait La cause du peuple [...] . C'était ce qu'on faisait à l'époque quoi, conscientiser les masses populaires à la révolution. »

**Françoise Boulanger, militante à l'Alma-Gare et à la régie technique, ancienne membre de la Gauche Prolétarienne**  
**Entretien réalisé à la Maison des Associations, Roubaix, le 28.05.15**

C'est dans cette perspective que va émerger, au moment de la « jonction improbable » entre les différentes forces militantes du conflit, la politisation de questions nouvelles. Peu prise en compte jusqu'alors par les organisations politiques et syndicales, elles vont dépasser les seuls enjeux relatifs à la réhabilitation du quartier.

Nationalement, pour marquer la prise en compte grandissante de la question du logement, les APF choisissent la forme syndicale en 1976 en devenant la CSCV – Confédération Syndicale du Cadre de Vie – et en visibilisant ainsi les liens entretenus avec les salariés, tout en s'ancrant dans une « perspective anticapitaliste »<sup>7</sup>. De même, dès la fin des années 1960, le PSU développe le principe de la « tenaille » pour combattre le capitalisme. Il s'agit alors de mener le combat sur deux fronts : celui de l'entreprise et celui du « cadre de vie ». Ainsi, le PSU met en avant des réflexions autour des « questions sociales » dans ses publications et développe des « expertises sur les questions sociétales » (Porhel, 2013, p.220), dont la question du logement.

A l'Alma-Gare, les liens avec d'autres luttes ne sont pas négligés. C'est le cas, par exemple, avec les luttes féministes : ainsi, Annabelle Sergeant, participe, sous l'égide du Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception (MLAC) à une pièce de théâtre sur l'Interruption Volontaire de Grossesse jouée dans le quartier devant un « large public »<sup>89</sup>.

Aussi, outre la politisation de la question du logement, la thématique de l'« auto-organisation » ou de « l'autogestion » des habitants est rapidement mise en avant. Cette pratique apparaît dans la deuxième phase du conflit de l'Alma-Gare, au moment de la période dite gestionnaire. La création de l'Atelier Populaire d'Urbanisme et de la « réunion du mercredi », réunion où tous les habitants peuvent venir discuter de leurs problèmes et des solutions à y apporter, en témoignent. De fait, la thématique de l'« autogestion » est alors fortement présente à la CFDT, au PSU et dans de nombreuses luttes ouvrières. C'est d'ailleurs à ce moment que certains des militants de la GP rentrent des Cévennes. Ils avaient, en effet, décidé d'un retour à la terre en 1976, qui durera plus où moins longtemps selon les trajectoires de chacun. Dans la même perspective, de nombreux militants roubaisiens vont participer à la mobilisation en soutien aux ouvriers de « Lip », en vendant des montres ou en participant à la grande manifestation nationale à Besançon en 1973<sup>10</sup>. Si, selon Julie Pagis, le retour à la terre, comme la vie en communauté, sont des « variables illustratives » de l'incidence des événements de Mai 1968 (Pagis, 2014, p.109), ces pratiques vont également avoir une influence sur la manière de concevoir la suite à donner au conflit de l'Alma-Gare, en l'orientant vers des modalités d'action davantage auto-gestionnaires. Ainsi, dans cette perspective auto-organisatrice, les

---

<sup>7</sup> Le Monde, 9 mai 1978

<sup>8</sup> Nos enquêtes du MLAC Roubaix ne sont pas d'accord sur la date à laquelle la pièce a été jouée, notamment si ce fut avant ou après la Loi Veil.

<sup>9</sup> Nous ne sommes pas en mesure, dans le cadre de cette communication, de développer ces questions, mais il serait intéressant de se demander dans quelle mesure les questions féministes et immigrées ont fait l'objet d'une politisation dans le cadre du conflit.

<sup>10</sup> Certains de nos militants maoïstes participeront également à la lutte du Larzac.

militants s'attèlent à la création de lieux d'accueil, d'animation et d'échange au cœur du quartier. C'est dans ce cadre que voit le jour la première régie technique de France à l'Alma-Gare. Créée à l'initiative de Jacques Sergeant, membre de la GP, elle gère les aspects techniques liés aux difficultés de la vie collective : ascenseurs en panne, fuites d'eau, pannes d'électricité, entretien, etc.

« C'était un lieu d'écoute, de recueil des plaintes, il y avait des permanences et quand les plaintes étaient recueillies, la régie technique était chargée du suivi avec un cahier de suivi et elle dispatchait les tâches selon les services [lien avec les services de la ville, service des HLM, ou tâches réalisées directement par la régie selon la nature du problème]. [...] La régie technique avait une équipe d'entretien et ça ça a été une période où l'alma était propre, entretenue. »

**Françoise Boulanger, militante à l'Alma-Gare et à la régie technique, ancienne membre de la Gauche Prolétarienne**  
**Entretien réalisé à la Maison des Associations, Roubaix, le 28.05.15**

Dans la même dynamique, les « habitants permanents » remplacent les gardiens d'immeuble. L'objectif est ainsi de politiser les enjeux de la vie quotidienne : contre l'individualisation des procédures, les militants soutiennent et encouragent la gestion collective des problèmes, face à des difficultés dont ils veulent mettre au jour le caractère structurel – toujours en référence à la critique anticapitaliste. Dans une conception héritière de mai-juin 1968, il s'agit, non plus seulement de s'opposer aux formes traditionnelles du politique, mais de prouver une politisation possible de la vie quotidienne « imprégnant tous les aspects de la vie des citoyens, relevant davantage de l'usage que du pouvoir » (Hatzfeld, 1986, p.378). Sont ainsi créés de multiples lieux de rencontre et de gestion dans le quartier : un centre social, un restaurant collectif, un club de prévention, une imprimerie, l'association AGIR, en charge de la gestion des comptes du quartier, un atelier cuisine, un café, etc. C'était la « période florissante de l'Alma », tel que le relate Françoise Boulanger. De même, de nombreuses actions sont menées autour des enfants et de la scolarité. Tous les matins, un petit déjeuner « équilibré » est ainsi donné aux enfants avant qu'ils se rendent à l'école. Des cours de lecture sont également organisés par les habitants.

« On voulait réfléchir à une école qui s'ouvre sur le quartier, donc on a fait des tas de réunions là-dessus. [...] Il avait été convenu que les enfants, au lieu d'aller à l'école le lundi matin, ils allaient une heure chez un habitant pour apprendre à lire. [...] Donc tous les lundis, il y avait un groupe d'habitants qui faisait scandale à l'éducation nationale, à l'académie... les habitants apprennent à lire ! »

**Marie-Agnès Leman, militante à l'APF et à l'APU**  
**Échanges lors du séminaire « Faire participer les habitants : entre dispositifs et pratiques, Tours, 06.02.2014 »**

Au fond, le message des militants s'éclaircit à mesure que l'auto-gestion du quartier se met en place : dans un contexte de défiance face aux instances politiques locales pour assurer leur cadre de vie, habitants et militants tachent alors de s'organiser eux-mêmes. Dans ce contexte, tout en se distinguant de la politique partisane traditionnelle, les préoccupations des habitants et militants prennent « la voie à une imagination orientée vers l'intérêt général » (Eliasoph, 2001, p.112). C'est là, nous semble-t-il que s'opère une politisation du conflit, soit une montée en généralité assumant une dimension conflictuelle (Hamidi, 2006). Cette politisation se joue, selon nous, autour de deux grands éléments conjoints. D'une part, elle ancre la lutte

dans une dynamique de résistance impliquant une conception globale de transformation de la société, ne limitant pas les problématiques du quartier à la seule question du logement. En somme, le conflit de l'Alma-Gare pose « la question sociale dans l'ensemble de ses dimensions » (David, Duriez, Lefebvre, Voix, 2006, p.175). C'est d'ailleurs ce que souligne Marie-Agnès Leman alors qu'elle annonce publiquement que le projet de réhabilitation édifié par les habitants et les militants a été validé en conseil municipal :

« Aujourd'hui, nous pouvons dire bien fort que nous avons gagné parce que nous avons refusé de subir. Nous pouvons dire que les habitants ont su imposer la prise en considération de leurs points de vue sur l'urbanisme. Nous pouvons dire aussi que nous voulons que nos aspirations sur le social et l'économique soient écoutées. L'avenir, nous voulons continuer à le construire ensemble. »

**Marie-Agnès Leman, militante à l'APF et à l'APU**  
**Échanges lors du séminaire « Faire participer les habitants : entre dispositifs et pratiques,**  
**Tours, 06.02.2014 »**

D'autre part, il s'agit d'inscrire la mobilisation dans un référentiel idéologique qui traverse l'ensemble des groupes militants de l'Alma-Gare : celui des rapports de classes et de domination qui traversent la société et qui sont particulièrement mis en lumière dans la cité textile roubaisienne. Tel que le souligne Catherine Neveu, « ces mobilisations et les discours qui les sous-tendaient ce sont très vite cristallisés autour de références idéologiques fortes, constituant la question du logement et de l'urbanisme comme un enjeu de lutte des classes, de dignité ouvrière et de résistance à l'oppression capitaliste. » (Neveu, 2003, p.72). Se dessine ainsi une volonté d'émancipation du monde ouvrier. Il s'agit d'asseoir une logique contestataire bâtie sur une organisation collective, un ancrage d'éducation populaire reprenant à la fois l'héritage du catholicisme social et du mouvement ouvrier (Nicourd, 2009, p.65-66). Comme le soulignent Paula Cossart et Julien Talpin, « Le passage de l'APF à la CSCV est marqué par le choix d'[opter] résolument pour une orientation plus syndicale, dans la perspective d'une lutte de classe. »

Cette politisation de la lutte, assise sur des pratiques collectives autogestionnaires, renforce la possibilité d'une alliance entre les différentes figures contestataires du conflit. Mais pour saisir plus précisément encore comment cela a été rendu possible, nous proposons de revenir sur trois facteurs qui, selon nous, favorisent la « jonction improbable » et, par là même, une montée en généralité des enjeux relatifs à la lutte.

### ***1.3 Mais, au-delà des pratiques, différents facteurs qui favorisent la jonction***

« Si le terreau était favorable, la lutte n'aurait peut-être jamais vu le jour sans le rôle joué par des entrepreneurs de mobilisation aptes à la mettre en forme. [...] La population habitant le quartier d'Alma-Gare appartient aux couches populaires très défavorisées. Mais elle manque d'une « base ouvrière large » qui permettrait à la lutte contre la destruction des courées de s'inscrire naturellement dans une « perspective "prolétarienne" globale.<sup>11</sup> »

---

<sup>11</sup> Cossart Paula, Talpin Julien, « Quand la participation vient d'en bas. Genèse de la lutte urbaine de l'Alma-Gare », in Cossart Paula, Talpin Julien, Participation : piège à cons ? Quand l'Alma-Gare prouve le contraire, à paraître

Nous voudrions montrer ici que l'instauration de pratiques communes, tout comme la formation d'une logique d'action collective ne sont pas les facteurs qui, à eux seuls, vont rendre possible l'alliance entre les militants de l'Association Populaire des Familles (APF) et les militants maoïstes. Il nous semble, en effet, que certains éléments préalables – origine sociale des militants maoïstes, remise en question de l'idéologie maoïste, disponibilité militante et prévalence du catholicisme ouvrier – sont des facteurs incontournables, permettant à la « jonction improbable » de se concrétiser.

Ainsi, le premier élément qui nous paraît déterminant dans l'avènement de cette « rencontre improbable » est la reconnaissance, chez les différents groupes militants, d'une origine sociale commune. En effet, comparé à la composition nationale de la GP, le groupe roubaisien rassemble nettement plus de militants d'origine ouvrière, souvent ouvriers eux-mêmes et originaires de Roubaix ou de ses alentours. Ainsi, les frères Sergeant sont ouvriers : l'aîné est échantillonneur chez un petit drapier de Roubaix, le cadet est ouvrier et délégué syndical CFDT chez Phildar. On trouve également, dans notre échantillon d'enquêtés, un militant issu d'une famille ouvrière et communiste. Une autre militante, Françoise Boulanger est étudiante au moment de son engagement, mais issue d'une famille ouvrière, ce qui explique, telle qu'elle le souligne, qu'elle n'a « pas besoin de s'établir ». Cette proximité de classe sociale favorise les rapports avec les militants du PSU, de même qu'avec les militants de l'APF et les habitants, qui étaient également au fait de la condition ou non d'« établis » des militants GP.

" Jacques [Sergeant] et moi on faisait moins gauchistes que les autres car on était fils d'ouvriers. "

**Françoise Boulanger, militante à l'Alma-Gare et à la régie technique, ancienne membre de la Gauche Prolétarienne**  
**Entretien réalisé à la Maison des Associations, Roubaix, le 28.05.15**

« Je suis un prolo moi... »

**Jacques Sergeant, militant à l'Alma-Gare et à la régie technique, ancien membre de la Gauche Prolétarienne**  
**Entretien téléphonique, le 10.05.13**

Parmi les individus de notre échantillon – membres ou sympathisants de la GP et participant à la lutte de l'Alma – pour lesquels nous disposons d'informations, quatre sont d'origine ouvrière et deux sont d'origine « bourgeoise ». Aussi, quatre au moins sont considérés comme des « établis » (l'un à Phildar, deux à la Redoute et l'une à la Lainière puis à la CIMA), deux autres sont des ouvriers et au moins une est étudiante. Certes, parmi les militants maoïstes roubaisiens quelques établis sont présents, mais ils sont en réalité sous-représentés. Parmi ces établis, se trouve notamment Annabelle Sergeant, leader du groupe GP roubaisien. Étudiante à la Sorbonne avant 1968, elle est militante à l'UJCML (Union des Jeunesses Communistes Marxistes-Léninistes), scission « maoïste » de l'Union des Étudiants Communistes. Il s'agit de la première organisation qui théorise, en France, l'établissement en usine. Elle est ainsi embauchée en août 1968 à La lainière, une entreprise textile de Roubaix. Tel qu'elle le dit, « c'était bien d'aller dans le Nord, car il y avait plein d'usines ».

En réalité, les militants d'origine populaire qui sont inscrits dans des mouvements maoïstes tendent à prendre de la distance vis-à-vis d'une éventuelle adhésion idéologique à la GP ou au maoïsme. De même, ils mettent en avant une vision moins « révolutionnaire », davantage culturelle et « dépolitisée » des événements de mai-juin 1968. Pourtant, la « jonction



improbable » va également se produire au sein même des « gauchistes » issus de « 68 », où des établis aux origines sociales élevées vont rencontrer des militants ouvriers ou d'origine ouvrière. Ces derniers ont néanmoins tendance connaître une ascension sociale et à être doté d'un certain capital culturel. Ainsi, Jacques Sergeant se décrit comme un « prolo intellectualisé ». C'est d'ailleurs à la réunion de fondation d'un journal militant qu'il rencontre Annabelle Sergeant. De même, une autre militante, Françoise Boulanger est étudiante, ce qui, en ces débuts de massification de l'enseignement supérieur, reste assez rare.

A cette proximité des originales sociales ouvrières des différentes figures de la lutte s'ajoute, selon nous, un deuxième élément qui favorise la « jonction ». Il s'agit de la grande « disponibilité militante » (Mc Adam, 1964) des « gauchistes » roubaisiens. En effet, si leur implication dans la lutte débute dès 1969-1970, elle se trouve renforcée suite à la dissolution de la Gauche Prolétarienne, en octobre 1973, ou encore après la disparition des « Cahiers de Mai », s'agissant de Christophe Parquet.

« C'était un problème de militants disponibles. Moi j'avais pas d'organisation, j'avais plus d'organisation. J'étais disponible. La même chose pour les maos finalement. »

**Christophe Parquet, militant à l'APU et aux cahiers de mai  
Entretien réalisé dans un café, Roubaix, le 18.05.15**

De fait, pour la majorité des militants, la dissolution de la GP est un évènement particulièrement compliqué à vivre, et à assumer. C'est le cas par exemple, du premier compagnon de Françoise Boulanger, qui partira alors pour le Portugal faire la révolution des Œillets. Pour certains, cette dissolution amène « le sentiment qu'on devait tourner la page<sup>12</sup> ». Pour d'autres, elle est vécue comme un « moment de creux », les maoïstes se sentant « orphelins »<sup>13</sup>. Mais en même temps et de manière contradictoire, deux de nos enquêtés de la GP disent combien, finalement, ils étaient peu ancrés dans l'idéologie maoïste de l'époque (c'est en tous les cas en ces termes qu'ils nous relatent leur engagement aujourd'hui). Françoise Boulanger nous raconte, par exemple, qu'elle n'a jamais lu le Petit Livre Rouge, si ce n'est quelques passages (mais elle nous dit l'avoir toujours dans son grenier).

« Faut voir la phraséologie débile qu'on avait : faut lire la Cause du Peuple pour y croire  
! Mais moi, idéologiquement, j'ai jamais adhéré. »

**Jacques Sergeant, militant à l'Alma-Gare et à la régie technique, ancien membre de la Gauche  
Prolétarienne  
Entretien téléphonique, le 10.05.13**

En ce sens, peut-être pouvons-nous également faire l'hypothèse d'une singularité du groupe GP roubaisien, singularité sans-doute déterminante dans leur capacité à s'insérer dans le conflit de l'Alma-Gare. Car, à ce manque de persuasion face à la pensée maoïste se conjugue une volonté profonde de quitter l'idéologie pour entrer dans l'action, dans une forme de retour aux sources ouvrières.

---

<sup>12</sup> Annabelle Sergeant, militante à l'Alma-Gare, ancienne membre de la Gauche Prolétarienne, Entretien réalisé au domicile de l'enquêté, Lille, le 13.06.13

<sup>13</sup> Françoise Boulanger, militante à l'Alma-Gare et à la régie technique, ancienne membre de la Gauche Prolétarienne, Entretien réalisé à la Maison des Associations, Roubaix, le 28.05.15

« J'étais pas maoïste...ce que j'aimais c'était d'aller vers les ouvriers... une forme de retour à mes origines. [...] c'est seulement quand on est arrivé à Roubaix qu'on s'est enraciné, qu'on a commencé à militer, à faire des rencontres, rencontres notamment avec la JOC. [...] J'avais un regard très matérialiste et très septique sur la pensée générale du groupe mais pas sur la pensée particulière du groupe de Roubaix car Roubaix a toujours été un peu à part, même à cette époque là on n'avait pas les grands discours. [...] Moi j'ai le sentiment que le fait de se déplacer à Roubaix nous avait fait beaucoup changer parce qu'on avait un discours beaucoup moins généraliste, on se détachait de tout ce qui était Chine pour s'ancrer dans les problèmes quotidiens, concrets, avec des gens avec qui on pouvait avoir des relations amicales, avec mes voisins, dans ma courée. »

**Françoise Boulanger, militante à l'Alma-Gare et à la régie technique, ancienne membre de la Gauche Prolétarienne**  
**Entretien réalisé à la Maison des Associations, Roubaix, le 28.05.15**

Cette supposée spécificité du groupe de la GP roubaisien conjugué, pour certains d'entre eux, à une volonté de se détacher de l'idéologie maoïste, amène ainsi une volonté chez une majorité des militants maoïstes de s'engager très concrètement dans une mobilisation, de donner sens à leurs engagements.

« Après les APF, c'était quelque chose d'un peu différent puisque là on construisait, il se passait des choses. On n'était pas seulement comme les mouvements d'extrême gauche, [...] finalement on faisait bouger les choses très concrètement sur un objet, bon là c'était la réhabilitation.

**Françoise Boulanger, militante à l'Alma-Gare et à la régie technique, ancienne membre de la Gauche Prolétarienne**  
**Entretien réalisé à la Maison des Associations, Roubaix, le 28.05.15**

Enfin, le troisième et dernier élément qui participe de la « jonction improbable » est l'origine et la formation catholique de nombre de militants, tant à l'APF et au PSU que chez les « gauchistes ». Ainsi, Julie Pagis (2014, p.56) montre que l'engagement religieux à la Jeunesse Agricole Catholique (JAC) ou à la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) est un « espace transitionnel » qui précède à l'engagement dans un milieu athée et de gauche, tout en comprenant une grande « continuité des pratiques ». De plus, l'APF et le PSU sont relativement tolérants à l'égard du « gauchisme ». Selon Philippe Buton, le PSU « est plus sensible aux sirènes maoïstes qu'aux sirènes trotskistes », notamment du fait des « racines chrétiennes » de certains mouvements maoïstes – la GOP en particulier – et des « lectures libertaires de 1968 » (Buton, 2013, p.194). Du côté des militants de la GP, Françoise Boulanger explique qu'à son arrivée à Roubaix, elle fait un certain nombre de rencontres à la JOC qui vont structurer sa volonté de poursuivre son engagement dans la lutte de l'Alma-Gare. Tout comme l'origine sociale ouvrière, cette confrontation à la socialisation religieuse chez les maoïstes va renforcer le sentiment de proximité avec les autres groupes militants. Cela s'observe d'autant mieux que l'engagement religieux est un profond marqueur des trajectoires militantes des membres de l'APF et du PSU, en particulier du couple Leman. Dès lors, cette proximité permet le passage d'une certaine défiance de chacune des parties à une volonté de participer collectivement à la lutte.

« On a eu la chance Agnès et moi de passer par un mouvement de jeunesse. [...] Moi j'ai connu les meetings de la JOC, l'Action Catholique..., les terrains de foot étaient

bourrés de jeunes qui venaient des quartiers pauvres. [...] Alors la formation, c'est très important, on passait nos week end à gratter, ça voulait dire qu'il y avait des gens qui venaient pour nous expliquer l'économie. J'ai compris le capitalisme par des stages de formation à 18-19 ans. »

**Roger Leman, militant à l'Association Populaire des Familles et à l'Atelier Populaire d'Urbanisme**  
**Échanges lors du séminaire « Faire participer les habitants : entre dispositifs et pratiques, Tours, jeudi 6 février 2014 »**

Ainsi, il nous semble que la conjugaison de ces différents éléments fait la lumière sur les conditions autorisant la formalisation d'une « jonction improbable » entre nos différents militants. Associés à la reconnaissance de pratiques militantes communes, ces éléments ont notamment permis aux militants maoïstes de se joindre à la lutte de l'Alma-Gare. Plus encore, ils ont favorisé une politisation commune du conflit. Mais si l'union est permise entre, d'un côté, les militants de l'APF et du PSU et, de l'autre, les militants « gauchistes », en particulier ceux de la GP, la participation de ces derniers à la lutte de l'Alma-Gare va considérablement influencer la suite de leurs cheminements, notamment s'agissant de leurs trajectoires professionnelles et militantes.

### **3. LES INCIDENCES BIOGRAPHIQUES DE LA « JONCTION IMPROBABLE » SUR LES TRAJECTOIRES BIOGRAPHIQUES DES MILITANTS DES « GAUCHES ALTERNATIVES »**

« Ca, ça m'a toujours impressionné, quand on fait des réunions dans la ville, de voir parfois des gens de l'Alma. Et ben les gens de l'Alma, c'est des meneurs dans les réunions de quartiers. C'est des gens qui vont susciter quelque chose dans leurs quartiers [...] Je crois que l'action de l'Alma a soudé les gens et quelque soit l'endroit où ils se trouvent aujourd'hui, ils font quelque chose dans la ville. »

**Marie-Agnès Leman, militante à l'APF et à l'APU**  
**Échanges lors du séminaire « Faire participer les habitants : entre dispositifs et pratiques, Tours, 06.02.2014 »**

Au-delà des facteurs explicatifs de la « jonction improbable » entre militants d'horizons politiques, sociaux et générationnels différents, nous voudrions revenir, dans cette dernière partie, sur les effets qu'a pu avoir cette jonction sur les trajectoires biographiques de nos enquêtés, en nous concentrant sur la question de leurs reconversions professionnelles et militantes. Notons, qu'il ne s'agit cependant pas ici de considérer l'ensemble de la trajectoire biographique d'un militant comme la conséquence de sa participation à une mobilisation ou à une organisation.

L'activisme étant « producteur de connaissances et de ressources » (Dressen, 2000, p.309), Erik Neveu note que des « réinvestissements de dispositions acquises dans le militantisme » (Neveu, 2008, p.316) peuvent ainsi advenir. C'est le cas pour un grand nombre de nos militants de la GP : sans pour autant se désengager totalement, ils vont reconverter le savoir acquis durant la lutte de l'Alma-Gare dans divers milieux professionnels. Tous, quasiment, vont ainsi connaître une carrière dans les métiers de l'aménagement urbain ou, plus spécifiquement, de la politique de la ville. De fait, s'agissant de la politique de la ville, les militants ayant été actifs dans les luttes urbaines bénéficient de la « connaissance des règles du jeu politique », d'une « expérience à l'oral » – acquise lors d'assemblées générales, par exemple - ou d'une connaissance du terrain, comme le montre Sylvie Tissot (Lechien,

Gaubert, Tissot, 2006, p.121). Dès lors, dans un contexte général, à partir des années 1980, de « reflux militant » et d'« évacuation de la dimension conflictuelle » (Lechien, Gaubert, Tissot, 2006 p.121), il devient courant de retrouver les anciens militants dans les instances municipales locales, en tant qu'acteurs professionnels de la politique de la ville disposant d'un « éventail d'engagements très diversifiés » allant du PCF au maoïsme, en passant par la « deuxième gauche » issue du PSU.

Ce type de trajectoire se révèle assez courante chez nos enquêtés de la GP roubaisienne. C'est notamment lors de la période dite gestionnaire de la mobilisation que les militants vont s'enrichir d'un certain nombre de ressources transposables dans l'univers professionnel. Ainsi, deux d'entre eux, ancien militants à l'APU et à la Régie Technique, font désormais carrière dans l'aménagement urbain. C'est également le cas d'un autre enquêté qui fut salarié de l'APU, comme permanent habitant, et qui a longtemps été investi dans le comité de quartier et dans le centre social. Il a par exemple été président de l'association inter-quartiers de Roubaix durant les années 2000. Aussi, certains « établis » se reconvertissent dans « l'innovation sociale », comme le montre Marnix Dressen (Dressen, 2000, p.303). A Roubaix, c'est notamment le cas d'Alain Frettez.

#### Encadré 4 : le cas d'Alain Frettez

Né en 1955 dans l'arrageois, son père est ouvrier et sa mère ingénieure. Ses parents sont très absents : Alain étant l'aîné, il s'occupe considérablement de ses frères et sœurs mais multiplie également les fugues. Il se politise très tôt, grâce à des lectures et à des rencontres lors de ses fugues ou après sa déscolarisation à 16 ans, notamment en participant au MLAC. Il enchaîne les petits boulots, notamment un de six mois en imprimerie, puis est établi pendant deux ans à la Redoute, au service informatique, entre 1973 et 1975. Il est alors militant à Révolution ! et à la CFDT. Après avoir été licencié et après une nouvelle période d'instabilité, il s'investit dans l'APU de l'Alma-Gare et devient animateur social à l'Alma-Gare. L'APU ayant besoin de garantir l'autonomie de ses diffusions d'information, Alain crée une imprimerie en société coopérative et participative (SCOP). En 1979, son « engagement révolutionnaire marque le pas » en raison de son « coût » en temps et en argent.

Il milite un temps chez les Verts à Lille puis à Roubaix dans les années 1990 et 2000. Il est aujourd'hui responsable d'une SCOP en communication pour les collectivités territoriales et est très investi dans l'économie sociale et solidaire.

La participation à la mobilisation semble également avoir eu une influence sur la trajectoire politique et partisane des militants « gauchistes ». Ainsi, quatre de nos enquêtés vont s'engager chez les Verts à la fin des années 1980 ou durant les années 1990. Trois d'entre eux vont participer à la création du parti écologiste à Roubaix en 1988. De plus, trois de ces militants vont participer à la création du parti écologiste à Roubaix en 1988. C'est notamment ce que nous rapporte Christophe Parquet :

« Le groupe fondateur c'est des gens qui sont passés par l'Alma mais de générations différentes. Attention. Il y a à la fois la génération des maos. Il y a Françoise [Boulangier] et Jacques Sergeant. Il y a moi qui est une génération après en fait. C'est la même génération en termes d'âge mais j'ai intégré l'Alma après eux. [...] Après il y a des gens qui sont passés par la période gestion, qui sont venus à l'Alma par le boulot. Il y a

Kamil Bouzid, il y a Ferhat [Haddad]<sup>14</sup>, et on a quelqu'un qui n'est pas passé par l'Alma-Gare, c'est Nicolas Delannoy, qui était adhérent des Verts [...]. C'est ce groupe-là qui a créé ce qu'on appelle le groupe de Roubaix des Verts en 88. [...] C'était la base [les militants de l'Alma-Gare]. C'était une analyse critique de ce qui s'était passé à l'Alma traduite en projet politique. L'idée c'était que, en simplifiant à l'extrême, on avait... c'était l'analyse du premier échec en fait. L'analyse du premier échec c'était que le pouvoir politique ne prenait pas en compte les gens, ne bâtissait pas un projet sur lequel les gens pouvaient réagir. L'idée c'était de passer du côté du pouvoir politique pour bâtir un projet, monter un truc autour de disons, une gestion participative. »

**Christophe Parquet, militant à l'APU et aux cahiers de mai  
Entretien réalisé dans un café, Roubaix, le 18.05.15**

Parmi ces trois militants de l'APU fondateurs des Verts roubaisiens, l'une deviendra adjointe au maire tandis qu'un autre sera conseiller municipal. Enfin, le troisième de ces militants nous est décrit comme « proche des élus Verts à la Région », précisément au moment où une écologiste était présidente du Conseil Régional entre 1992 et 1998.

Si l'on regarde ce qu'il en est à l'échelle nationale, ces reconversions n'ont en réalité rien de surprenantes, d'autant plus lorsque l'on s'intéresse aux « soixante-huitards ». Selon Julie Pagis (Pagis, 2014), 10% de son corpus d'enquêtés « soixante-huitards » ont exercé des responsabilités électives. De plus, selon Marnix Dressen, les ex-établis expriment une forte préférence politique pour les Verts et pour la gauche radicale, avec un fort « libéralisme culturel anti-PCF » (Dressen, 2000, p.313-317). Mais la spécificité roubaisienne réside dans le fait que les Verts sont essentiellement constitués d'anciens militants maoïstes et non d'anciens militants du PSU<sup>15</sup>. Or, les ex-PSU représentent une part importante des militants Verts à l'échelle nationale<sup>16</sup>. L'autre particularité roubaisienne, c'est le caractère populaire que renvoie le parti écologiste, parfois à l'image de ce que renvoyait la lutte de l'Alma-Gare, ce qui met à distance l'image plutôt traditionnelle habituellement renvoyée par ce parti.

« C'est un truc [l'origine populaire des militants] qui perdure, qui a perduré chez les Verts. L'image des Verts de Roubaix, c'est pas du tout l'image des Verts lillois. »

**Christophe Parquet, militant à l'APU et aux cahiers de mai  
Entretien réalisé dans un café, Roubaix, le 18.05.15**

---

<sup>14</sup> Kamil Bouzid et Ferhat Haddad, deux figures militantes des Verts à Roubaix, intègrent la lutte de l'Alma-Gare au moment au moment de la période dite gestionnaire du conflit. Ils seront ainsi salariés de l'association AGIR qui a été créée pour s'occuper de la gestion financière du quartier.

<sup>15</sup> Certains de ces militants du PSU ont rejoint le Parti Socialiste, d'autres sont restés au PSU puis à l'AREV (Alternative Rouge et Verte). Seul un militant de Révolution !, puis de l'APU, et un autre militant de l'APU, collaborateur aux Cahiers de Mai et classé comme militant PSU par certains, correspondraient à l'une des trajectoires-types décrites par Tudi Kernalegenn : des « soixante-huitards » primo-adhérents au PSU en 1968-1969 qui se sont rapprochés de groupes gauchistes (GOP, OCT, Révolution !) pour enfin rejoindre les Verts plus tardivement. Voir Tudi Kernalegenn, « Le PSU, laboratoire de l'écologie politique » in Noëlline Castagnez, Laurent Jalabert, Marc Lazar, Gilles Morin et Jean-François Sirinelli (dir.), *Le Parti Socialiste Unifié : histoire et postérité*, Presses Universitaires de Rennes, 2013, p. 261-262

<sup>16</sup> Avec un électorat plus jeune, plus féminin, nettement plus diplômé et important parmi les cadres et salariés intermédiaires. Voir Daniel Boy, Jean Chiche, « une vague verte ? », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 16/4, octobre 2009, pp. 623-635

#### Encadré 5 : Françoise Boulanger, une figure du multi-engagement héritier de l'Alma-Gare

Issue d'une famille ouvrière, Françoise Boulanger naît en 1948 à Lille. Suite au décès de ses deux parents alors qu'elle n'a que dix ans, elle est élevée par sa sœur aînée. Cette dernière prône alors « la promotion sociale à n'importe quel prix », ce qui amène Françoise à travailler dès ses 14 ans. Elle fait ainsi « des ménages chez une bourgeoise de Lille. » Françoise s'engage à l'Alma-Gare dès son arrivée à Roubaix en 1970, peu de temps après avoir rejoint le groupe GP lillois – qui siège dans la cité du textile. Françoise refuse les rôles de leader : elle ne participe pas aux réunions avec les instances politiques locales mais passe le micro lors des débats publics. En revenant des Cévennes en 1980, elle obtient un poste de professeur à mi-temps à la faculté catholique de Lille. Elle enseigne alors la comptabilité à des étudiants de niveau BTS. Son autre mi-temps, elle le passe d'abord à l'APU puis à la régie technique de l'Alma-Gare.

Lorsque la lutte prend fin, elle passe son CAPET et devient enseignante en lycée professionnel. Mais son engagement militant ne fait que commencer. Dès les années 1980, elle entre chez les Verts. Elle participe ensuite à la fondation des Verts à Roubaix et devient adjointe au maire. Au moment où nous faisons l'entretien en mai 2015, elle est engagée dans de multiples associations : dans un collectif qu'elle dirige pour la restauration du canal de Roubaix et sa remise en navigation, mais aussi dans une autre association dont elle est la présidente et où elle milite pour la réhabilitation d'un parc de Roubaix. Elle précise également avoir participé à la création de l'université populaire de Roubaix et avoir été maire des quartiers Nord de Roubaix, tout en travaillant sur « le bien être dans les quartiers populaires ». Elle travaille également à la création d'une épicerie solidaire.

Françoise Boulanger reste très marquée par son engagement dans la lutte de l'Alma-Gare et semble particulièrement consciente des conséquences qu'il a pu avoir pour la suite de ses engagements et dans la mobilisation de ressources militantes :

« Ce que j'ai vécu tout au début de l'Alma et quand je suis remontée en 80, ça a vraiment été, ça m'a construite, ça m'a formée. [...] Et ça, c'est important de le voir parce que tout ce qu'on va avec l'université populaire, tout ce que je fais maintenant finalement, cette capacité à parler aux gens, à trouver les interlocuteurs qui peuvent faire bouger les choses, je crois que je l'ai gardé mais ça c'est construit au fil des années. [...] C'est pour montrer que quand on fait le porte à porte avec la table de quartier [un travail de proximité en cours], rechercher toutes les structures, finalement ça a été mon histoire d'il y a bien longtemps. »

A l'inverse, la trajectoire d'Annabelle Sergeant constitue un second type de trajectoire. D'origine sociale très élevée, en comparaison aux autres enquêtés de la GP, cette dernière était sans doute la seule « vraie maoïste » – au sens où elle avait une réelle adhésion idéologique à la GP. Elle était aussi la militante la moins investie dans la lutte de l'Alma-Gare. De fait, son statut d'établie a sans doute compliqué son intégration et son investissement dans un conflit dont le caractère « populaire » était central pour les militants. Elle semble d'ailleurs avoir été davantage acceptée et investie au MLAC de Roubaix. Son attachement plus important à la GP a abouti à une période plus difficile, marquée par la déception politique, suite à la dissolution de la GP et aux « révélations » sur la réalité du maoïsme. Cela a eu une assez large incidence sur sa disponibilité militante, Annabelle Sergeant s'étant totalement désengagée par la suite et ayant quitté Roubaix pour le centre-ville de Lille. Il est difficile de définir si la participation à

la mobilisation a eu un effet spécifique sur la trajectoire d'Annabelle Sergeant, tout comme il est compliqué de savoir si sa trajectoire professionnelle est vécue comme un déclassement.

#### Encadré 6 : Le cas d'Annabelle Sergeant, une trajectoire très différente

Issue d'une famille aristocrate, elle est étudiante à la Sorbonne en philosophie, engagée au PCF puis à l'UJCML. En août 1968, elle s'installe à l'Alma-Gare et s'établit en tant que bobineuse à la Lainière puis en tant qu'OS à la CIMA, usine de machinerie agricole. « Petite chef mao » de la GP à Roubaix, elle est très active dans les mobilisations dans la région et à Roubaix (notamment à l'Alma). A la suite de la dissolution de la GP, elle renforce son engagement au MLAC. Avec le « noyau » de l'ancien groupe de la GP, elle participe à un « retour à la terre » collectif dans les Cévennes. Elle ne s'y plaît pas, revient à Roubaix puis déménage à Lille. Elle se désengage totalement et devient bibliothécaire auprès d'enfants dans des associations et des écoles.

Il s'agit d'un second type de trajectoire : outre l'origine sociale très différente d'Annabelle en comparaison aux autres enquêtés de la GP, cette dernière était sans doute la seule « vraie maoïste » – au sens où elle avait une réelle adhésion idéologique à la GP – et était la moins investie dans la lutte de l'Alma. De fait, son statut d'établie a sans doute compliqué son intégration et son investissement dans le conflit. Elle semble d'ailleurs avoir été davantage acceptée et investie au MLAC de Roubaix. Son attachement plus important à la GP a abouti à une période plus difficile, marquée par la déception politique, suite à la dissolution de la GP et aux « révélations » sur la réalité du maoïsme. Cela a eu une assez large incidence sur sa disponibilité militante, Annabelle Sergeant s'étant désengagée par la suite.

Ainsi, l'étude des trajectoires biographiques des militants « gauchistes » de l'Alma-Gare montre que cette mobilisation a influé sur leurs trajectoires tant professionnelles que politiques avec une reconversion dans l'aménagement urbain ou l'économie sociale et solidaire et une implication dans le parti politique « Les Verts ». Aussi, la trajectoire d'Annabelle Sergeant, militante la moins investie dans la lutte de l'Alma-Gare, semble avoir été influencée par d'autres événements, la dissolution de la GP notamment, aboutissant à un type de trajectoire très différent.

#### **CONCLUSION**

Dans le cadre de cette communication, nous nous sommes efforcés de rendre compte d'une « jonction improbable », au sein d'une mobilisation, entre militants des APF catholiques et militants « gauchistes » soixante-huitards. Plus qu'une simple « rencontre », cette « jonction » a abouti à la formalisation de nouvelles pratiques et à la politisation de questions alors peu prises en compte. Nous avons pu dégager quelques pistes quant à la manière dont s'est opérée cette « jonction », notamment la forte continuité des pratiques militantes, l'origine populaire de la plupart des militants « gauchistes » et leur « disponibilité » suite à la dissolution de leurs organisations révolutionnaires. Cette « jonction improbable », au sein d'un conflit devenu un symbole des luttes urbaines et de leurs évolutions, a eu une influence sur les trajectoires biographiques, tant professionnelles que politiques, des militants « gauchistes », qui sont, par exemple, à l'origine de la fondation des Verts à Roubaix. Il conviendrait à présent d'interroger la spécificité du groupe roubaisien de la GP, notamment en comparant ce groupe avec d'autres

groupes locaux de villes de province où des luttes autour du « cadre de vie » ont émergé, de manière à observer si, par exemple, sans leurs origines ouvrières, les militants auraient tout de même souhaité et pu s'intégrer dans la lutte.

## LEXIQUE

ACO : Action Catholique Ouvrière  
APF : Association populaire des Familles  
APU : Atelier Populaire d'Urbanisme  
JAC : Jeunesse agricole catholique  
JOC : Jeunesse Ouvrière Chrétienne  
CFDT : Confédération Française Démocratique du Travail  
CFTC : Confédération Française des Travailleurs Chrétiens  
CIL : Comité Interprofessionnel du Logement  
CIMA : Compagnie Industrielle de Machineries Agricoles  
CSCV : Confédération Syndicale du Cadre de Vie  
GP : Gauche Prolétarienne  
GOP : Gauche Ouvrière et Paysanne  
LCR : Ligue Communiste Révolutionnaire  
MLAC : Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception  
PCF : Parti Communiste Français  
PSU : Parti Socialiste Unifié  
ORSUCOMN : Organisme Régional pour la Suppression des Courées de la Métropole Nord  
SPT : Syndicat Patronal du Textile  
UJCML : Union des Jeunesses Communistes Marxistes-Léninistes

## BIBLIOGRAPHIE

- AIR, (1969), Association Populaire Familiale, *SOS Logement*, numéro spécial, Roubaix, p.6
- BUTON Philippe, (2013), « Le PSU et l'extrême-gauche » in CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles et SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti Socialiste Unifié : histoire et postérité*, Presses Universitaires de Rennes
- COSSART Paula, TALPIN Julien, « Quand la participation vient d'en bas. Genèse de la lutte urbaine de l'Alma-Gare », in COSSART Paula, TALPIN Julien, *Participation : piège à cons ? Quand l'Alma-Gare prouve le contraire*, à paraître
- CHERKI Eddy, MEHL Dominique, (1976), « Contre-pouvoirs dans la ville. Enjeux politiques des luttes urbaines », *Autrement*, 6/76
- DAVID Michel, DURIEZ Bruno, LEFEBVRE Rémi, VOIX Georges (dir.), (2006), *Roubaix, 50 ans de transformations urbaines et de mutations sociales*, Presses Universitaires du Septentrion
- DRESSEN Marnix, (2000), *De l'amphi à l'établi : les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*, Paris, Belin



DUSSUET Annie, LOISEAU Dominique, (2003), « *Mouvements familiaux entre logique de service et logique d'autogestion (1945-2000)* », in GEORGI Franck (dir.), *Autogestion : la dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne

Échanges avec Roger et Marie-Agnès Leman (2014), séminaire « Faire participer les habitants : entre dispositifs et pratiques, Tours, 06.02.2014, En ligne : <http://thomas-lallier.fr/eclips/?p=259>, consulté le 7.05.15

ELIASOPH Nina, (2001), « *Citoyens du quotidien* », *Espaces Temps*, 76-77, Repérages du politique. Regards disciplinaires et approches de terrain. pp. 110-121

GAUBERT Christine, LECHIEU Marie-Hélène, TISSOT Sylvie (dir.), (2006), *Reconversions militantes*, Limoges, PULIM

HAMIDI Camille, (2006/1), « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, (Vol. 56), p. 5-25

HATZFELD Hélène, (1986), « Municipalités socialistes et associations. Roubaix : le conflit de l'Alma-Gare », *Revue Française de Science Politique*, vol. 36, n° 3, p. 377.

L'Alma-Gare à Roubaix : Quand les habitants prennent l'initiative, (2014), En ligne : <http://eclips.hypotheses.org/394>, consulté le 22.04.15

LECLERCQ Catherine, PAGIS Julie, (2011/4), « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », *Sociétés contemporaines*, (n° 84), p. 5-23

LEFEBVRE Rémi, (2001), *Le socialisme saisi par l'institution municipale (des années 1880 aux années 1980). Jeux d'échelles*, thèse de science politique, Université Lille 2

MCADAM Doug, (1964), *Freedom Summer. Luttres pour les droits civiques*, « Mississippi », Marseille, Agone, 2012

MILLER Michael James, (3/2002), « Le "quartier" comme enjeu social et politique : Alma-Gare dans les années 1970 », *Genèses*, (n° 48), p. 77-99

NEVEU Catherine, (2003), *Citoyenneté et espace public. Habitants, jeunes et citoyens dans une ville du Nord*, Presses Universitaires du Septentrion

NEVEU Erik, (2008), « Trajectoires de soixante-huitards ordinaires » in DAMMAME Dominique, GOBILLE Boris, MATTONTI Frédérique, PUDAL Bernard, Mai-juin 68, Éditions de l'Atelier

NICOURD Sandrine, (2009/3), « Éducation populaire : organisation du travail associatif et action publique », *Entreprises et histoire*, (n° 56), p. 62-72

PAGIS Julie, (2014), *Mai 68, Un pavé dans leur histoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014

PORHEL Vincent, (2013), « Le PSU dans les luttes sociales après 1968 », in CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles et SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti Socialiste Unifié : histoire et postérité*, Presses Universitaires de Rennes

SOMMIER Isabelle, (2008), « les gauchismes » in Dominique Dammame, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal, *Mai-Juin 68*, La Découverte

TELLIER Thibault, (2005), « Aux origines de la politique de la ville. L'exemple pionnier du quartier de l'Alma Gare à Roubaix, de 1968 aux années 1990 », in MAREC Yannick (dir.), *Villes en crises. Les politiques municipales face aux pathologies urbaines, fin XVIIIe-fin XXe siècle*, Grâne, Créaphis, p. 694-705.

VIGNA Xavier, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, (2009/1), « Les rencontres improbables dans « les années 68 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, (n° 101), p. 163-177